

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

5 DÉCEMBRE 2013

Projet de loi portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État

**AMENDEMENTS
déposés après l'approbation
du rapport**

N° 20 DE MME KHATTABI ET CONSORTS

Art. 13/1 (nouveau)

Insérer un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. À l'article 69 des mêmes lois, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1^o est complété par la phrase suivante : « Au moins 40 % des membres sont de sexe différent. Pour l'application de la présente disposition, le nombre minimum requis de ces membres de sexe différent est arrondi au nombre entier le plus proche. »;

2^o le 2^o est complété par la phrase suivante : « Au moins 40 % des membres de l'auditorat sont de sexe différent. Pour l'application de la présente disposition, le nombre minimum requis de ces membres de sexe

Voir:

Documents du Sénat:

5-2277 - 2012/2013 :

N° 1: Projet de loi.

5-2277 - 2013/2014 :

N° 2: Amendements.

N° 3: Rapport.

N° 4: Texte adopté par la commission.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2013-2014

5 DECEMBER 2013

Wetsontwerp houdende hervorming van de bevoegdheid, de procedureregeling en de organisatie van de Raad van State

**AMENDEMENTEN
ingediend na de goedkeuring
van het verslag**

Nr. 20 VAN MEVROUW KHATTABI C.S.

Art. 13/1 (nieuw)

Een artikel 13/1 invoegen, luidende :

« Art. 13/1. In artikel 69 van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het 1^o wordt aangevuld als volgt : « Ten minste 40 % van de leden zijn van verschillend geslacht. Voor de toepassing van deze bepaling wordt het vereiste minimaal aantal van deze leden van verschillend geslacht afgerond naar het dichtstbijzijnde geheel getal. »;

2^o het 2^o wordt aangevuld als volgt : « Ten minste 40 % van de leden van het auditoraat zijn van verschillend geslacht. Voor de toepassing van deze bepaling wordt het vereiste minimaal aantal van deze

Zie:

Stukken van de Senaat:

5-2277 - 2012/2013 :

Nr. 1: Wetsontwerp.

5-2277 - 2013/2014 :

Nr. 2: Amendementen.

Nr. 3: Verslag.

Nr. 4: Tekst aangenomen door de commissie.

différent est arrondi au nombre entier le plus proche. »;

3^o le 3^o est complété par la phrase suivante : « Au moins 40 % des membres du bureau de coordination sont de sexe différent. Pour l'application de la présente disposition, le nombre minimum requis de ces membres de sexe différent est arrondi au nombre entier le plus proche. »;

4^o l'article est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« Si le nombre de membres de sexe différent visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, n'atteint pas le minimum fixé, le prochain conseiller nommé est du sexe le moins représenté. Il en va ainsi jusqu'à ce que le nombre minimum requis à l'alinéa précédent soit atteint ou retrouvé.

Toutefois, il peut être dérogé à l'alinéa précédent si, sur base d'une des deux listes de trois noms prévues à l'article 70, il est impossible de procéder à la nomination d'un conseiller appartenant au sexe sous-représenté.

Si le nombre de membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de sexe différent n'atteint pas le minimum fixé, le prochain auditeur adjoint ou référendaire adjoint nommé est du sexe le moins représenté. Il en va ainsi jusqu'à ce que le nombre minimum requis à l'alinéa précédent soit atteint ou retrouvé.

Toutefois, il peut être dérogé à l'alinéa précédent si aucun des trois premiers lauréats de la liste indiquant l'ordre du classement au concours visé à l'article 71, § 1^{er}, appartient au sexe sous-représenté. »»

Justification

Le présent amendement vise à assurer une présence équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'État.

Afin d'atteindre cet objectif, les auteurs du présent amendement proposent l'instauration d'un quota de membres de sexe différent du Conseil d'État parmi les conseillers, ainsi qu'au sein de l'auditiorat et du bureau de coordination.

Un quota est instauré au sein de ces deux derniers car, conformément à l'article 70, § 2, alinéa 3, des lois coordonnées, « les conseillers d'État sont, pour la moitié au moins de leur nombre, nommés parmi les membres de l'auditiorat et du bureau de coordination ». Ainsi, si une présence équilibrée des sexes est assurée au sein de l'auditiorat et du bureau de coordination, il sera plus aisément d'assurer une même présence équilibrée des sexes parmi les conseillers d'État.

Le niveau à 40 % pour le quota de membres de sexe différent s'inspire de la directive adoptée par le Parlement européen ce 20 novembre 2013 imposant une proportion de 40 % de femmes

leden van verschillend geslacht afgerond naar het dichtstbijzijnde geheel getal »;

3^o het 3^o wordt aangevuld als volgt : « Ten minste 40 % van de leden van het coördinatiebureau zijn van verschillend geslacht. Voor de toepassing van deze bepaling wordt het vereiste minimumaantal van deze leden van verschillend geslacht afgerond naar het dichtstbijzijnde geheel getal »;

4^o Het artikel wordt aangevuld met vier leden luidende :

« Indien het in het eerste lid, 1^o, bedoelde aantal leden van een ander geslacht kleiner is dan het bij deze bepaling vastgestelde minimum, is het eerstvolgende lid dat wordt benoemd van het minst vertegenwoordigde geslacht. Dit gebeurt herhaaldelijk, tot het in het voorgaande lid bepaalde minimumaantal is bereikt of opnieuw is bereikt.

Er kan van dit lid worden afgeweken indien het onmogelijk is om op basis van één van de twee lijsten van drie namen als bepaald in artikel 70, een lid van het minst vertegenwoordigde geslacht te benoemen.

Indien het in het eerste lid, 2^o en 3^o, bedoelde aantal leden van een ander geslacht kleiner is dan het bij deze bepaling vastgestelde minimum, is de eerstvolgende adjunct-auditeur of adjunct-referendaris die wordt benoemd van het minst vertegenwoordigde geslacht. Dit gebeurt herhaaldelijk, tot het in het voorgaande lid bepaalde minimumaantal is bereikt of opnieuw is bereikt.

Er kan van dit lid worden afgeweken indien geen van de drie eerste laureaten van de lijst die de rangschikking van het vergelijkend examen bevat als bedoeld in artikel 71, § 1, van het minst vertegenwoordigde geslacht is. »»

Verantwoording

Dit amendement wil zorgen voor een evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen binnen de Raad van State.

Om dit doel te bereiken, stellen de indieners van het amendement voor om een quotum in te stellen voor het andere geslacht in de Raad van State, wat de Staatsraden betreft, alsook binnen het auditioraat en binnen het coördinatiebureau.

Voor de laatste twee diensten wordt een quotum ingevoerd. Artikel 70, § 2, derde lid, van de gecoördineerde wetten bepaalt immers : « De staatsraden worden, voor ten minste de helft van hun aantal, benoemd uit de leden van het auditioraat en van het coördinatiebureau ». Een evenwichtige vertegenwoordiging van de geslachten binnen het auditioraat en het coördinatiebureau zal dus op eenvoudige wijze leiden tot een evenwichtige vertegenwoordiging van de geslachten onder de staatsraden.

De 40 % als quotum voor het aantal leden van het andere geslacht is gebaseerd op de richtlijn die op 20 november 2013 werd aangenomen door het Europees Parlement en waarin een

au sein des conseils d'administration des entreprises européennes à l'horizon de 2020.

Selon les auteurs de l'amendement, un tel quota doit également être instauré au sein de la haute juridiction qu'est le Conseil d'État. En effet, en Belgique, la progression des femmes au sein de la magistrature est une réalité depuis un certain temps déjà. Les chiffres du SPF Justice montrent que la féminisation des juridictions inférieures est un fait incontestable. On observe toutefois une ségrégation verticale : la représentation des femmes au sein de la magistrature décroît à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie. De nombreuses femmes occupent la fonction de juge de la jeunesse, de juge de paix ou de juge au tribunal de première instance. Mais si l'on considère les fonctions plus élevées, on constate que les juges féminins sont moins nombreux au sein des cours d'appel, sans parler de la Cour de cassation, de la Cour constitutionnelle et du Conseil d'État.

La question est de savoir pourquoi les femmes accèdent si difficilement aux hautes fonctions stratégiques au sein du pouvoir judiciaire.

La première explication à une faible représentation des femmes est qu'il existe encore un plafond de verre au sein de la Justice (1). Généralement, trois groupes d'arguments sont invoqués pour expliquer le maintien du plafond de verre : (1) « c'est une question de temps »; (2) « les femmes ne veulent pas », et (3) « la culture organisationnelle rend les choses difficiles pour les femmes ».

(1) Maintenant que la féminisation de la magistrature a commencé, il est généralement estimé qu'une représentation proportionnelle des femmes au niveau des hautes fonctions ne sera qu'une question de temps. On peut cependant en douter sérieusement. L'histoire montre qu'il est faux de croire que « cela viendra tout seul avec le temps ». L'étude néerlandaise de De Rooij démontre que le temps n'a eu aucun effet sur la ségrégation verticale depuis 1975. Soit le pourcentage de femmes reste minime, soit l'évolution prend énormément de temps.

(2) Le second argument — « les femmes ne veulent pas » — est partiellement pertinent. Certaines femmes juges souhaitent effectivement s'élever dans la hiérarchie, mais elles n'y parviennent pas. La sous-représentation structurelle des femmes au sein des juridictions supérieures indique qu'il existe une inégalité d'accès aux postes importants au sein de la magistrature. L'histoire montre que l'accès aux professions juridiques n'a jamais été automatique. Il a toujours été le fruit d'actions individuelles de femmes, avec le soutien du mouvement féministe.

(3) Les juridictions supérieures sont associées à une culture de virilité et de sens de l'État. Les hautes fonctions au sein de la justice sont encore trop souvent considérées comme des fonctions qui ont toujours été exercées par des hommes et sont associées — conscient ou inconsciemment — à certaines caractéristiques (2).

Il existe plusieurs arguments qui plaident en faveur d'une composition plus équilibrée des juridictions supérieures :

(1) Ces explications s'inspirent largement de De Rooij, M. (2007), « A Woman is the Judge. 60 jaar vrouwelijke rechters in Nederland », *Nederlands Juristenblad*, 39, p. 2474-2481.

(2) Le terme « conseiller » a déjà cette connotation. Dans le cadre de la réévaluation des procédures de nomination, il faudra également être attentif à l'image qui est véhiculée. Le terme « conseiller » doit être remplacé. Au XXI^e siècle, les générations futures devront grandir avec l'idée, neutre sur le plan du genre, que les fonctions au sein des plus hautes juridictions peuvent être occupées aussi bien par des femmes que par des hommes.

verhouding van 40 % vrouwelijke leden wordt opgelegd voor de raden van bestuur van de Europese ondernemingen tegen 2020.

De indieners zijn van mening dat dit quotum ook dient te worden opgelegd aan de hoogste administratieve rechtsbank, de Raad van State. In België is de opmars van de vrouw binnen de magistratuur dan ook al enige tijd bezig. Cijfers van de FOD Justitie tonen aan dat de vervrouwelijking van de lagere rechtscolleges een onomstotelijk feit is. Er is echter sprake van verticale segregatie : de vertegenwoordiging van vrouwen in de magistratuur neemt af naarmate we hoger op de professionele ladder klimmen. Veel vrouwen zijn jeugdrechter, vrederechter of rechter in de rechtsbank van eerste aanleg. Maar als we hoger op de ladder gaan kijken, zien we dat er minder vrouwelijke rechters zijn in de hoven van beroep, om nog maar te zwijgen over het Hof van Cassatie, het Grondwettelijk Hof en de Raad van State.

De vraag is waarom vrouwen zo slecht doorstromen naar hoge en beleidsbepalende posities in de rechterlijke macht.

De eerste uitleg voor de geringe vertegenwoordiging van vrouwen is het nog altijd bestaande glazen plafond bij justitie (1). Doorgaans worden een drietal groepen argumenten gebruikt die het in stand houden van dat glazen plafond verklaren : (1) « het is een kwestie van tijd », (2) « vrouwen willen niet », en (3) « de organisatiecultuur maakt het vrouwen moeilijk ».

(1) Nu de instroom van de vrouwen in de magistratuur goed op gang is gekomen, is de gangbare theorie dat het slechts een kwestie van tijd zal zijn dat een evenredig deel van vrouwen in topfuncties terecht komen. Dat is echter zeer twijfelachtig. De geschiedenis leert dat het niet klopt dat « met verloop van tijd het wel vanzelf zal gebeuren ». Nederlands onderzoek van De Rooij toont aan dat het tijdseffect op de verticale segregatie sinds 1975 niet heeft gespeeld. Of het percentage vrouwen blijft miniem, of het duurt allemaal heel erg lang.

(2) Het tweede argument — « vrouwen willen niet » — is gedeeltelijk valabel. Sommige vrouwelijke rechters willen wel graag hogerop, maar geraken er niet. De structurele ondervertegenwoordiging van vrouwen in de hogere rechtscolleges, wijst op de ongelijke toegang tot belangrijke posities in de magistratuur. De geschiedenis leert dat de toegang tot de juridische beroepen nooit vanzelf is gebeurd. Het was altijd het gevolg van individuele acties van vrouwen, met de steun van de feministische beweging.

(3) Hogere rechtscolleges worden geassocieerd met een cultuur van mannelijkheid en staatsmanschap. Topfuncties in het gerecht worden nog te veel beschouwd als functies die altijd uitgeoefend werden door mannen en worden met bepaalde kenmerken — bewust of onbewust — geassocieerd (2).

Verschillende argumenten bestaan voor een meer evenwichtige samenstelling van hogere rechtscolleges :

(1) Voor deze toelichting werd uitvoerig geput uit De Rooij, M. (2007), « A Woman is the Judge. 60 jaar vrouwelijke rechters in Nederland », in : *Nederlands Juristenblad*, 39, blz. 2474-2481.

(2) Het zit al vervat in de terminologie « raadsheer ». Bij het herijken van de benoemingsprocedures, verdient ook de beeldvorming aandacht. De aanduiding « raadsheer » moet worden vervangen door « rechter ». De toekomstige generaties zullen in de 21e eeuw moeten opgroeien met het gender-neutrale beeld dat de functies in de hoogste rechtscolleges door mannen en vrouwen gelijkelijk worden bezet.

1. Renforcer le caractère démocratique de la justice

Les objectifs stratégiques du Programme d'action de Pékin (le résultat de la Conférence mondiale des Nations unies sur les droits des femmes) étaient de donner aux femmes les moyens de participer à la prise de décisions et à occuper des fonctions à responsabilités. Le Programme d'action définit deux objectifs stratégiques dans le cadre du thème essentiel « Participation et prise de décisions » : « prendre des mesures propres à assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation aux structures du pouvoir et à la prise de décisions (objectif stratégique G.1) et « donner aux femmes les moyens de participer à la prise de décisions et d'exercer des responsabilités » (objectif stratégique G.2).

La magistrature représente la société, qui se compose d'hommes et de femmes. Or, dans la sphère juridique belge, la situation qui prévaut toujours à l'heure actuelle, c'est que plus la fonction est rare et stratégique, moins les femmes y ont accès. Le fait que la moitié de la société n'ait pas de perspectives au niveau des jurisdictions supérieures n'est pas une bonne chose pour la crédibilité du monde judiciaire. Le caractère démocratique des institutions demande une composition équilibrée en rapport avec la société. Il ne s'agit pas, en effet, d'une question d'opportunité sociale, mais de l'application de normes juridiques internationales, telles que l'article 7 de la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) (1).

2. Importance de la représentation des femmes

La réduction progressive de la sous-représentation des femmes garantira également aux femmes la nécessaire défense de leurs intérêts. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de la « perspective féminine » de femmes juges, mais de la défense d'intérêts spécifiques des femmes, qui ne pourraient pas être défendus purement et simplement par des hommes (2). Cela s'applique en particulier au Conseil d'État, qui veille à protéger les justiciables contre un État arbitraire.

(1) Article 7 de la CEDAW : « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays et, en particulier, leur assurent, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit : (...) b) De prendre part à l'élaboration de la politique de l'État et à son exécution, occuper des emplois publics et exercer toutes les fonctions publiques à tous les échelons du gouvernement; (...) »

(2) Par « perspective féminine », nous entendons l'impact éventuel de la féminisation de la magistrature sur la justice; le fait que les femmes magistrats se focaliseraient davantage sur les procédures et auraient une préférence plus marquée pour la concertation et la conciliation que les hommes, qui se laisseraient plutôt guider par des règles abstraites. Les chercheurs n'en trouvent pas de preuve et estiment que l'image que le magistrat se fait de l'homme et de la société pèse plus lourd que le sexe. La réponse à cette question est d'ailleurs compliquée par le caractère multifactoriel du processus juridictionnel : le sexe du (des) magistrat(s) joue non seulement un rôle, mais d'autres facteurs sont également déterminants. Il est difficile d'isoler le sexe comme variable. La plupart des jugements et des arrêts sont en effet des décisions collégiales, car le magistrat siège rarement seul.

1. Bevorderen van het democratisch gehalte van de rechtspraak

De strategische doelstellingen van het Actieplan van Peking (het resultaat van de VN Wereldconferentie in verband met vrouwenrechten) strekten ertoe vrouwen de middelen in handen te geven om te participeren in besluitvorming en om verantwoordelijke functies uit te oefenen. Het Actieplatform definieert twee strategische doelstellingen in het kader van het essentiële aandachtsgebied « Zeggenschap en besluitvorming » : « Maatregelen treffen om te zorgen voor gelijke toegang tot en volwaardige participatie van vrouwen in machtsstructuren en besluitvorming » (strategische doelstelling G.1) en « De capaciteiten van vrouwen om te participeren in besluitvorming en leiding vergroten » (strategische doelstelling G.2).

De magistratuur vertegenwoordigt de samenleving, die bestaat uit mannen en vrouwen. In de Belgische gerechtelijke wereld geldt echter nog steeds dat hoe strategischer en schaarser de positie, des te minder toegang vrouwen hiertoe hebben. Wanneer het perspectief van de helft van de samenleving in de hogere rechtscolleges ontbreekt, is dat niet goed voor de geloofwaardigheid van de justitiële wereld. De democratische aard van de instellingen vraagt om een evenwichtige samenstelling in verhouding tot de samenleving. Het gaat hier immers niet om sociale wenselijkheid maar om de toepassing van internationaal aanvaarde rechtsnormen, zoals artikel 7 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie tegen vrouwen (CEDAW) (1).

2. Belang van de vertegenwoordiging van vrouwen

Het afbouwen van de ondervertegenwoordiging van vrouwen zal ook de noodzakelijke belangenverdediging voor vrouwen garanderen. Het gaat hierbij niet om het zogenaamd « vrouwelijk perspectief » van vrouwelijke rechters, maar om de verdediging van specifieke vrouwenbelangen (1), die niet zomaar door mannen zouden kunnen verdedigd worden (2). Dit geldt in het bijzonder voor het Grondwettelijk Hof, dat waakt over de fundamentele rechten en vrijheden.

(1) Artikel 7 van de CEDAW : « States Parties shall take all appropriate measures to eliminate discrimination against women in the political and public life of the country and, in particular, shall ensure to women, on equal terms with men, the right : (...) b) To participate in the formulation of government policy and the implementation thereof and to hold public office and perform all public functions at all levels of government; (...) »

(2) Met « vrouwelijk perspectief » doen we op de eventuele impact van de vervrouwelijking van de magistratuur op de rechtspraak; dat vrouwelijke magistraten meer gericht zouden zijn op procedures en een sterkere voorkeur hebben voor overleg en verzoening dan mannen, die zich eerder zouden laten leiden door abstracte regels. Onderzoekers treffen daar geen evidentie voor aan, en menen dat het mens- en maatschappijbeeld van de magistraat zwaarder doorweegt dan de sekse. Het antwoord op die vraag wordt trouwens bemoeilijkt door het multifactoriële karakter van het jurisdictieproces : niet alleen de sekse van de magistrat(en) in kwestie speelt een rol, ook andere factoren zijn bepalend. Het is moeilijk om sekse als variabele te isoleren. De meeste vonnissen en arresten komen immers collegiaal tot stand, want de magistraat zetelt zelden alleen.

3. Une justice de qualité

La diversité et la qualité vont de pair. Plus de diversité est partout synonyme de plus-value, notamment en matière d'économie et de ressources humaines, la diversité entraînant davantage de flexibilité et de créativité. Plusieurs études et rapports confirment ces conclusions. Une magistrature plus diversifiée sera bénéfique pour la justice : meilleure utilisation des talents, plus d'attention prêtée à la dimension de la durabilité, fonctionnement interne plus démocratique et meilleure reconnaissance de la légitimité des arrêtés promulgués.

Pourquoi recourir au quota de genre pour tendre vers la parité hommes-femmes ?

— Tout d'abord parce que l'instauration d'un quota constitue un puissant stimulant qui a prouvé son utilité, notamment sur le plan de l'évolution du nombre de femmes au Parlement fédéral.

— Pour l'image des composantes supérieures d'une catégorie professionnelle qui compte près d'une moitié de femmes, il peut y avoir une certaine urgence à nommer également des femmes. Les organisations dont la composition est unilatérale sont moins en harmonie avec la société.

— En ce qui concerne la politique de carrière des femmes et leurs chances de promotion, le pouvoir judiciaire devrait faire figure d'exemple et ne pas s'accommoder d'une situation dans laquelle les instances inférieures de la justice se composent principalement de femmes, tandis que son sommet est essentiellement masculin. À partir du moment où l'on constate que d'autres incitants moins contraignants, qui auraient dû fonctionner, ont échoué, on se doit de recourir aux grands remèdes.

La réalisation de la parité hommes-femmes au sein de la magistrature ne peut, pas plus que dans la plupart des autres organisations, être laissée au secteur lui-même, dès lors qu'un trop grand nombre d'intérêts établis sont en jeu. Il ne fait aucun doute que l'on peut trouver suffisamment de femmes qualifiées pour occuper de hautes fonctions. À partir du moment où l'on peut présumer qu'il existe un « pool » suffisamment étendu, l'instauration d'un quota peut difficilement être qualifié de mesure radicale.

N° 21 DE MME KHATTABI ET CONSORTS

Art. 14

Insérer avant le texte de l'article, qui en devient le § 2, un § 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. À l'article 70, § 1^{er}, alinéa 5, des mêmes lois, les mots « soit parce que la liste ne comprend aucun nom du sexe sous-représenté » sont insérés entre les mots « ne sont pas respectées » et les mots « soit parce qu'il estime ». »

Justification

Voir la justification de l'amendement n° 20.

3. Kwaliteitsvolle rechtspraak

Diversiteit en kwaliteit gaan hand in hand. Meer diversiteit is overal een meerwaarde, in de economie, in human resources : diversiteit leidt tot meer flexibiliteit en creativiteit. Uit verschillende onderzoeken en rapporten blijken dezelfde resultaten. Een meer gediversifieerde magistratuur zal de kwaliteit van de rechtspraak ten goede komen : betere aanwending van de talenten, meer aandacht voor het duurzaamheidsaspect, democratischer interne werking en betere erkenning van de legitimiteit van de uitgevaardigde besluiten.

Waarom streven naar genderpariteit via genderquota ?

— Allereerst omdat het instellen van quota een krachtige stimulans is die haar nut heeft bewezen, onder meer inzake de evolutie van het aantal vrouwen in het Federaal Parlement.

— Voor de beeldvorming van de hogere geledingen van een beroepsgroep die voor bijna de helft uit vrouwen bestaat, mag een zekere urgente bestaan om ook vrouwen te benoemen. Eenzijdig opgebouwde organisaties sluiten nu eenmaal minder goed aan bij de samenleving.

— Wat het loopbaanbeleid voor vrouwen en hun doorstromingskansen betreft, zou de rechterlijke macht een lichtend voorbeeld moeten zijn en zich niet mogen neerleggen bij een situatie waarin de onderkant van de rechtspraak voornamelijk uit vrouwen bestaat en de top hoofdzakelijk uit mannen. Wanneer we vaststellen dat andere, zachte stimuli die eigenlijk hadden moeten werken, gefaald hebben, moeten we naar een paardenmiddel grijpen.

Het realiseren van genderpariteit kan men in de magistratuur, net zo min als in de meeste andere organisaties, aan de sector zelf overlaten, aangezien er te veel gevestigde belangen op het spel staan. Er bestaat geen twijfel dat er voldoende gekwalificeerde vrouwen voor hoge functies te vinden zijn. Een quotummaatregel kan moeilijk als « ingrijpend » worden bestempeld, wanneer men kan uitgaan van een voldoende grote pool.

Nr. 21 VAN MEVROUW KHATTABI C.S.

Art. 14

Voor de tekst van dit artikel, die § 2 ervan wordt, een § 1 invoegen, luidende :

« § 1. In artikel 70, § 1, vijfde lid, van dezelfde wetten, worden de woorden « ofwel omdat de lijst geen enkele naam bevat van het ondervertegenwoordigde geslacht », ingevoegd tussen de woorden « niet volstaan is », en de woorden « dan wel omdat hij meent ». ».

Verantwoording

Zie de verantwoording van amendement nr. 20.

Nº 22 DE MME KHATTABI ET CONSORTS

Art. 39

Compléter cet article par un alinéa 2 rédigé comme suit :

«Le Roi détermine l'entrée en vigueur des articles 13/1 et 14, § 1^{er}, au plus tard le 1^{er} septembre 2015.»

Justification

Voir la justification de l'amendement n° 20.

Zakia KHATTABI.
Cécile THIBAUT.
Benoit HELLINGS.
Marcel CHERON.

Nr. 22 VAN MEVROUW KHATTABI C.S.

Art. 39

Dit artikel aanvullen met een tweede lid, lui-dende :

«De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 13/1 en 14, § 1, uiterlijk op 1 september 2015.»

Verantwoording

Zie de verantwoording van amendement nr. 20.